

RDCongo/Présidentielle du 23 décembre Kamerhe se désiste en faveur de Tshisekedi

AFP
Nairobi/Kenya

En cas de victoire, le premier deviendrait le Premier ministre du second.

L'ANCIEN président de l'Assemblée nationale de République démocratique du Congo (RDC) Vital Kamerhe a annoncé hier se désister de la course à l'élection présidentielle du 23 décembre pour former "un ticket" avec un des autres poids-lourds de l'opposition Félix Tshisekedi. "J'ai pris la décision d'apporter mon soutien à M. Tshisekedi pour la présidence du Congo", a déclaré M. Kamerhe lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Tshisekedi dans un hôtel de Nairobi. Peu après, les deux

hommes ont signé devant les caméras leur accord "pour former un ticket" en vue de remporter la présidentielle du 23 décembre. Dans le cadre de cet accord, M. Kamerhe deviendrait Premier ministre en cas de victoire.

De son côté, M. Tshisekedi, qui s'est félicité de l'accord, a expliqué que l'une des priorités du duo sera de "restaurer la paix dans l'est du pays" et il a appelé ses partisans à venir en nombre pour accueillir le "ticket gagnant" mardi à l'aéroport international de Kinshasa.

Le 11 novembre à Genève, les deux hommes avaient désigné avec cinq autres leaders de l'opposition le député Martin Fayulu pour représenter leur camp à cette élection présidentielle à un tour.

Le choix avait surpris tant Félix Tshisekedi, président



Photo : AFP

Deux des poids lourds de l'opposition, Vital Kamerhe (à gauche) et Félix Tshisekedi vont former un "ticket" pour la présidentielle du 23 décembre.

du parti historique UDPS et fils de son fondateur Étienne Tshisekedi, était donné comme favori.

Mais dès le lendemain, MM. Tshisekedi et Kamerhe s'étaient retirés de l'accord de candidature unique, en raison selon eux du mécontentement de leur base.

Cet accord avait également été signé par deux autres ténors, Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba, qui n'ont pas pu se présenter à l'élection présidentielle. Au total, 21 candidats ont été autorisés à se présenter pour la succession du président Joseph Kabila, au

pouvoir depuis janvier 2001.

Le camp présidentiel, réuni au sein du Front commun du Congo (FCC) constitué autour de M. Kabila - qui ne peut se représenter - fait campagne pour l'ex-ministre de l'Intérieur et patron du parti présidentiel Emmanuel Ramazani Shadary.

La campagne, débutée mercredi, doit prendre fin le 21 décembre à minuit, deux jours avant les élections présidentielle, législatives et provinciales à un seul tour.

L'enjeu est historique : permettre une première transmission du pouvoir sans effusion de sang depuis l'indépendance en 1960 de ce pays-continent instable (2,3 millions de km2, neuf frontières, 80 millions d'habitants, d'immenses richesses minérales).

"Attention aux corrompus" !

AFP
Kinshasa/RDCongo

Mise en garde de la très influente église catholique qui plaide pour le choix de personnes honnêtes et de bonne moralité.

"ATTENTION aux corrompus et aux corrupteurs", a lancé hier la très influente église catholique à 30 jours d'élections à haut risque en République démocratique du Congo pour organiser la succession du président Joseph Kabila.

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a plaidé pour un "vote responsable": "il nous faut (...) des personnes honnêtes et de bonne moralité qui ne s'approprient pas les richesses du pays".

"Un groupe de compatriotes, abusant manifeste-

ment de leur pouvoir, s'approprient des avantages farmineux au détriment du bien-être collectif", ont poursuivi les évêques réunis en conférence plénière pendant trois jours à Kinshasa en même temps que le lancement de la campagne jeudi.

"La Cenco ne soutient aucun candidat", a précisé leur porte-parole, l'Abbé Donatien Nsholé, lors d'un point-presse.

"Demeurons vigilants pour ne pas nous faire voler notre vote. Evitons la violence pour régler d'éventuels différends électoraux", a-t-il poursuivi.

Les évêques estiment qu'il est encore possible de "trouver un consensus sur l'utilisation ou non de la machine à voter".

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) veut déployer dans tous les bureaux de vote un



Photo : AFP

La très influente église catholique ne veut voir au pouvoir ni corrompus ni corrupteurs.

écran tactile pour choisir les candidats et imprimer les bulletins de vote.

Une partie de l'opposition autour de son candidat Martin Fayulu la refuse catégoriquement évoquant un manque de fiabilité et de crédibilité.

"Si l'usage de cette machine

s'avérait inéluctable", les évêques demandent qu'elle ne soit utilisée "que pour l'identification des candidats et l'impression des bulletins de vote".

Les évêques recommandent à la Céni "de procéder uniquement au comptage manuel des voix et d'affi-

cher le procès-verbal dans tous les bureaux de vote et de dépouillement le même jour".

"Autrement, elle jetterait le discrédit sur les résultats des scrutins", préviennent-ils.

La Cenco avait parrainé l'accord de la Saint-Sylvestre du 31 décembre 2016. Cet accord avait permis au président Kabila de rester au pouvoir au-delà de la fin de son deuxième et dernier mandat de cinq ans arrivé à échéance le 20 décembre 2016, moyennant des élections fin 2017 et des mesures de "décrispation politique". Ces élections ont été reportées à ce 23 décembre.

"Certains opposants sont soit en prison, soit en exil. La liberté de manifestation n'est pas acquise pour tous", ont déploré les évêques.

Cameroun/Mort d'un prêtre kenyan en région anglophone

L'Eglise soupçonne l'armée

AFP
Yaoundé/Cameroun

Le révérend Cosmos Omboto Ondari, 33 ans, a été abattu mercredi alors qu'il se trouvait devant la paroisse Saint-Martin de Tours, à Kembong, dans le sud-ouest.

L'EGLISE catholique à Mamfe, dans la région anglophone du Sud-Ouest du Cameroun en conflit armé, soupçonne l'armée d'avoir tué par balles un prêtre kenyan, dans un communiqué publié hier.

Cosmos Omboto Ondari,

prêtre kenyan de 33 ans, a été abattu mercredi alors qu'il se trouvait devant la paroisse Saint-Martin de Tours, à Kembong (sud-ouest), note dans ce communiqué de Mgr Andrew Nkea, évêque de Mamfé dont dépend la paroisse de Kembong.

"Des témoins oculaires ont dit qu'il a été tué par des soldats du gouvernement qui tiraient au hasard depuis leur véhicule", a-t-il accusé.

Selon l'évêque, "un certain M. Johnson Ndip Nchot a également été abattu devant sa maison, à quelques mètres du bâtiment de l'Eglise".

"Nous espérons ardemment

que ces meurtres cesseront dans notre diocèse et dans les régions anglophones du Cameroun", a-t-il plaidé, appelant "toutes les personnes impliquées dans l'assassinat de civils innocents à s'abstenir de ces actes inhumains et monstrueux". Sur les réseaux sociaux, le colonel Didier Badjeck, porte-parole du ministère de la Défense, a dénoncé des "déclarations péremptoires" en référence à ces accusations portées contre l'armée.

"Nous aurons les premiers éléments d'enquête et communiquerons dès que possible de la voie la plus officielle", a-t-il assuré.

Le révérend Cosmos Om-

boto avait été ordonné prêtre en mars 2017. Depuis avril de la même année, il était le vicaire de la paroisse de Kembong.

Dans les deux régions anglophones sur les dix que compte le Cameroun, des affrontements entre armée et séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, ont lieu quasiment tous les jours. Début novembre, un missionnaire catholique américain a été tué au Nord-Ouest. Quelques jours plus tard, au moins 25 combattants séparatistes ont été tués par l'armée dans le Nord-Ouest. Des enlèvements d'élèves ont eu lieu ces dernières

semaines dans ces deux régions.

Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutées des bandes armées qui rackettent les populations et les entreprises.

Plus de 200 membres des forces de défense et de sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 500 civils, selon les ONG.

Ce conflit, qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, a déjà forcé plus de 437 000 personnes à fuir leur domicile dans ces régions, selon des chiffres de l'Onu publiés début octobre.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Politique. La composition de la CVR crée des remous**

La nouvelle composition de la commission vérité et réconciliation (CVR) au Burundi, adoptée jeudi par l'Assemblée nationale, suscitait hier les critiques de l'opposition, notamment la nomination à sa tête de l'ancien président de la commission électorale lors des élections controversées de 2010 et 2015, Pierre-Claver Ndayicariye.

• **Centrafrique/Combats. Quatre morts de plus au quartier PK5 de Bangui**

Au moins quatre personnes ont été tuées jeudi dans de nouveaux combats à Bangui entre l'armée et des milices aux abords du PK5, quartier abritant la majorité des musulmans de la capitale centrafricaine, selon des sources concordantes.

• **Côte d'Ivoire/Justice. CPI : les avocats de l'Etat veulent que le procès de Gbagbo aille au bout**

Les avocats de l'Etat ivoirien ont indiqué hier qu'ils souhaitent que le procès de Laurent Gbagbo devant la Cour pénale internationale (CPI) aille à son terme, afin de pouvoir notamment entendre les victimes de la crise post-électorale de 2010-2011.

• **Kenya/Enquête. 20 arrestations après l'enlèvement d'une Italienne**



Vingt personnes ont été arrêtées dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement d'une bénévole italienne en début de semaine dans un village du sud-est du Kenya dont les autorités n'ont aucune nouvelle, a indiqué hier la police.

• **Nigeria/Politique. Soldats tués : l'opposition demande des comptes**

Le principal parti de l'opposition nigériane a demandé des comptes au gouvernement sur sa gestion du conflit dans le nord-est du pays contre Boko Haram, qui intensifie ses attaques et a tué au moins 44 soldats au cours du week-end.

• **Zambie/Justice. Six ans de prison contre un militant des droits de l'Homme**

Un militant des droits de l'Homme a été condamné hier en Zambie à six ans de prison pour atteinte à magistrat, au terme d'un procès qualifié d'"extrêmement injuste" par Amnesty International.